

PROHIBITION DE L'UTILISATION DE L'ARME CHIMIQUE

Le conflit syrien et le droit international

Depuis 2011, le conflit interne en Syrie fait rage et devient incontestablement international et soumis aux règles du droit international. Le déplacement transfrontière des populations syriennes fuyant la «guerre», les tirs d'obus atterrissant dans les pays du voisinage, l'utilisation d'armes prohibées dans ce conflit et l'éventuelle propagation de fumée toxique hors des frontières syriennes considérée comme un acte de guerre donne la dimension internationale à ce conflit.

Le 21 août 2013 dans la périphérie de Damas un massacre de population civile a eu lieu, beaucoup d'entre les victimes sont des femmes et des enfants (populations vulnérables) ne pouvant réagir et se mettre à l'abri. Les médias ont fait part d'utilisation d'armes chimiques prohibées par le droit international. Les accusations réciproques du gouvernement syrien et de l'opposition armée l'un vis-à-vis de l'autre ne changent pas la nature du massacre d'une population civile devenue cible «intentionnée» de tirs venant tous azimut constituant ainsi un crime de guerre : infraction grave aux Conventions de Genève de 1949, une violation des lois et coutumes de la guerre et un crime contre l'humanité (voir article 3 et 5 du Statut du TPI).

Plusieurs médias nationaux et internationaux ont rapporté qu'une intervention en Syrie était imminente comme conséquence de l'utilisation d'une arme de destruction massive : l'arme chimique. Que dit le droit international à ce propos ? Quelles seraient les bases juridiques d'une telle intervention en l'absence d'une résolution du Conseil de sécurité. Ce dernier demeure «ouvertement politique» et pose un sérieux problème de sécurité et de paix internationale, dans le sens où les membres permanents du Conseil de sécurité utilisent leurs droits de veto selon des intérêts politico-stratégiques internationaux ou régionaux.

Au vu des horreurs provoquées par l'utilisation d'armes chimiques durant la Première Guerre mondiale et le support grandissant de l'opinion publique internationale contre l'utilisation d'armes chimiques, la Société des Nations lança des négociations en vue d'interdire le commerce des armes chimiques en juin 1924.

Les restrictions internationales sur les armes chimiques modernes ont évolué, passant d'un vague contrôle de leur utilisation à une interdiction complète. La menace que représentaient les armes chimiques fut perçue dès le XIX^e siècle. La Convention de Bruxelles de 1874 interdisait l'emploi du poison ou d'armes empoisonnées et les Conventions de La Haye de 1899 interdisaient l'emploi de gaz asphyxiant ou délétère. On peut aujourd'hui affirmer que la prohibition de l'utilisation de l'arme chimique est d'abord une interdiction faite par le droit international coutumier applicable à tous les Etats y compris les Etats n'ayant pas ratifié les conventions ultérieures.

L'emploi courant de gaz pendant la Première Guerre mondiale stimula, pendant l'entre-deux-guerres, les initiatives de contrôle des armes chimiques. Le Traité de Versailles, qui marquait la fin de la guerre contre l'Allemagne, comportait des dispositions interdisant à l'Allemagne de fabriquer ou d'importer des armes chimiques (article 171 de ce traité). Des dispositions similaires furent incluses dans les autres traités de paix. En février 1922, les Etats-Unis, l'Empire Britannique, la France, l'Italie et le Japon ont signé le traité de Washington qui stipulait dans son article V l'interdiction de l'utilisation des armes chimiques.

Au vu des horreurs provoquées par l'utilisation d'armes chimiques durant la Première Guerre mondiale et le support grandissant de l'opinion publique internationale contre l'utilisation d'armes chimiques, la Société des Nations lança des négociations en vue d'interdire le commerce des armes chimiques en juin 1924. Les négociations faisant suite à cette proposition condui-

sirent, en 1925, à la conclusion du Protocole de Genève interdisant l'utilisation d'armes chimiques uniquement mais pas leur détention et leur développement.

Les armes chimiques furent ignorées pendant la Seconde Guerre mondiale et ne suscitèrent pas vraiment l'attention de la communauté internationale après le conflit. Lors des débats des années quarante au sein de l'Organisation des Nations Unies portant sur la définition des armes de destruction massive, il fut décidé d'inclure les armes chimiques dans cette catégorie.

La question des armes chimiques ne réapparut pas comme préoccupation internationale avant le milieu des années 1960, après que les États-Unis eurent utilisé le napalm au Vietnam. En 1962, l'interdiction des armes chimiques et biologiques fut discutée par le Comité des dix-huit puissances sur le désarmement (plus tard ce Comité deviendra Conférence sur le désarmement).

Les efforts internationaux pour la prohibition de cette arme chimique aboutirent en 1993, à l'adoption de la Convention sur l'interdiction des armes chimiques(CIAC).

La Convention sur l'interdiction des armes chimiques est un traité multilatéral interdisant de mettre au point, de fabriquer, d'acquérir, de stocker, de conserver, de transférer ou d'employer des armes chimiques. Cet instrument international, ouvert à la signature à Paris, le 13 janvier

1993, après la conclusion des négociations au sein de la Conférence du désarmement est entré en vigueur le 29 avril 1997, 180 jours après le dépôt du 65^e instrument de ratification.

La Convention renforce la prohibition de l'emploi des armes chimiques déjà contenue dans le Protocole de Genève de 1925, en stipulant qu'elles ne pourront être employées «en aucune circonstance».

La Convention sur les armes chimiques prévoit également l'assistance et la protection aux Etats attaqués au moyen d'armes chimiques ou menacés par elles, la coopération dans le domaine de l'emploi pacifique

La situation en Syrie où des armes chimiques ont été utilisées renforce la crainte de la communauté internationale sur les conséquences de cette action internationalement prohibée. Le drame que constitue le massacre de civils, notamment de femmes et d'enfants est inacceptable dans le droit international et la réponse ne peut en aucun cas être l'immobilisme dans lequel se trouve actuellement la société internationale

des produits chimiques, et les restrictions relatives au transfert de certains produits chimiques à des parties qui ne sont pas des Etats. Elle prévoit, en outre, des sanctions en réponse à de graves violations de ces dispositions. La destruction de toutes les armes chimiques existantes doit intervenir dans les dix années après l'entrée en vigueur de la Convention, qui comme souligné plus haut dans cette contribution, requiert le dépôt de soixante-cinq instruments de ratification. Bien que la Convention demeure l'un des traités de

désarmement qui a suscité le plus d'adhésion avec le traité de non-prolifération nucléaire, elle n'a pas atteint son objectif d'universalité. A ce jour, 189 Etats en font parties et deux Etats signataires ne l'ont toujours pas ratifiée (Israël et Myamar) tandis que cinq autres Etats restent en dehors (Angola, la Corée du Nord, l'Égypte, la Syrie et le Sud Soudan).

La non-adhésion égyptienne, syrienne et la non-ratification israélienne s'expliquent par les tensions sécuritaires permanentes au Moyen-Orient. La situation en Syrie où des armes chimiques ont été utilisées renforce la crainte de la communauté internatio-

Il faut rappeler que le principe du droit à une intervention humanitaire n'existe pas en droit international. Seul le Conseil de sécurité est à même d'autoriser une intervention militaire en vue de «protéger les populations civiles» comme celles en Libye en 2011.

nale sur les conséquences de cette action internationalement prohibée. Le drame que constitue le massacre de civils, notamment de femmes et d'enfants est inacceptable dans le droit international et la réponse ne peut en aucun cas être l'immobilisme dans lequel se trouve actuellement la société internationale

Comme déjà mentionné plus haut, plusieurs puissances souhaitent intervenir pour mettre fin au carnage de civils et appliquer à la lettre la CIAC, particulièrement en veillant à ce que l'arme de destruction massive soit prohibée dans les faits et que ceux qui ont décidé de son utilisation doivent être poursuivis pour crime devant le Tribunal pénal international ou autres juridictions pénales compétentes (compétence universelle).

D'une part, l'Occident par le biais des Etats-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni et la France ont déjà pris des mesures concrètes pour intervenir (Croiseurs de la Sixième flotte américaine proche des côtes syriennes, le porte-avions français le Charles-De-Gaulle dépêché dans la région et déclaration d'intention pour une participation active de la part du Royaume-Uni).

D'autre part, La Fédération de Russie et d'autres Etats ont déjà affirmé qu'une intervention des Etats-Unis directement dans le conflit en dehors des procédures onusiennes constituerait une «violation du droit international» et conduirait à un «embrasement de la région». Il est clair que le conflit est de nature international et géostratégique et révèle un face-à-face entre les Etats-Unis et la Russie ou encore d'autres. L'appréhension des Etats vis-à-vis des conflits à venir relative au présumé armement nucléaire iranien. Deux puissances (États-Unis et Israël ont évoqué l'existence de «ligne rouge à ne pas dépasser» (l'invocation d'une ligne rouge par le président américain remonte au mois d'août 2012).

Par Dr Kamel Filali(*)
Email : kamelzim.82@gmail.com

de légitime défense contre une agression étrangère et l'action collective de légitime défense décidée par le Conseil de sécurité.

L'Article 2 §4 de la Charte des Nations Unies stipule que : «Les membres de l'Organisation s'abstiennent dans leurs relations internationales de recourir à la menace ou l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations unies». Il est évident que juridiquement toute action

militaire non autorisée par le Conseil de sécurité serait illégale.

Il faut rappeler que le principe du droit à une intervention humanitaire n'existe pas en droit international. Seul le Conseil de sécurité est à même d'autoriser une intervention militaire en vue de «protéger les populations civiles», comme celle en Libye en 2011. Quelles seraient les bases juridiques internationales qui justifieraient légalement une telle intervention ? Plusieurs questions se posent dès lors : serions-nous devant des frappes symboliques et préventives qui imposeraient à la Syrie et la Russie voir même l'Iran une retenue dans leurs réactions ou devant une implication plus tranchée des forces «internationales» qui permettrait l'éviction du président syrien tout en maintenant l'organisation et le système politique jusque-là favorable à l'ennemi de toujours.

Le gouvernement syrien réagissant aux déclarations guerrières des «alliés», menace de diriger sa riposte contre l'Etat d'Israël, oubliant que du point de vue du droit international cette déclaration d'intention pourrait servir de base juridique dans le cadre de la légitime défense individuelle ou collective anticipée.

L'exemple de l'intervention de l'OTAN au Kosovo en 1999 pourrait aussi servir de précédent, en effet l'Organisation Nord Atlantique avait inscrit son action militaire dans le cadre de l'intervention humanitaire, pour sauver des populations civiles vulnérables prises en otages dans un conflit qui perdurait. Il faut noter ici que le Conseil de sécurité adhérerait par la suite à cette action pouvant a priori paraître illégale intervenue suite à une violation flagrante du droit international humanitaire. Il faut rappeler que pour toute analyse sérieuse, il faut tenir compte de l'évolution des concepts et principes du droit international tels que reconnus par l'Opinio Juris aujourd'hui.

Enfin, les Etats-Unis pourraient recourir à leur propre loi nationale pour justifier la frappe préventive (différente de la légitime défense anticipée) en s'appuyant sur des notions de sécurité nationale et de «menaces imminentes» régulièrement évoquées par la Maison Blanche pour combattre le terrorisme et l'éventualité de la possession par ce dernier d'armes de destruction massive.

K. F.

(*) Professeur de droit international. Ancien vice-président du Comité des droits de l'enfant (ONU). Vice-président de la Commission de l'Union africaine de Droit international. Membre du Conseil international d'Administration de l'African Child Policy Forum (ACPF). Membre du Comité de rédaction de la Revue africaine de droit humanitaire. Correspondant de l'Annuaire international de Droit humanitaire. Membre de la CNPPDH-Algérie. Email : kamelzim.82@gmail.com